



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
20 juin 2018
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2018

4-7 septembre 2018, New York

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

**Bureau des Nations Unies pour les services d'appui
aux projets**

**Rapport statistique annuel sur les activités d'achat
des entités des Nations Unies en 2017**

Résumé

Conformément à la décision 2007/38 du Conseil d'administration, la Directrice exécutive du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets soumet le présent rapport sur les activités d'achat des organismes des Nations Unies. On peut se procurer le rapport statistique annuel complet dans la langue de présentation auprès du secrétariat du Conseil d'administration et sur le site du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (<http://www.ungm.org/Public/ASR>).

Les données prises en compte dans le présent rapport ont été communiquées par 40 entités, lesquelles ont acheté des biens et des services d'une valeur totale de 18,6 milliards de dollars des États-Unis en 2017, soit 910 millions de dollars, ou 5,1 %, de plus qu'en 2016 (année où 39 entités avaient communiqué des données) : 60,9 % de ces achats ont été effectués dans des pays en développement, des pays en transition et les pays les moins avancés.

Le rapport complet pour 2017 contient :

- a) Une analyse des tendances observées s'agissant des achats des entités des Nations Unies par catégorie de biens et de services, par pays fournisseur et par entité ;
- b) Une analyse des achats effectués par les entités des Nations Unies auprès de fournisseurs issus de pays en transition, de pays en développement et des pays les moins avancés ;
- c) Une analyse des pratiques responsables en matière d'achats dans le système des Nations Unies et des achats auprès de fournisseurs ayant signé le Pacte mondial des Nations Unies ;
- d) Une analyse des achats en commun effectués par les entités des Nations Unies ;



e) Des tableaux et des graphiques présentant les achats effectués par les entités des Nations Unies par pays fournisseur, par entité et par catégorie ;

f) Le détail des achats portant sur des biens et services importants (d'une valeur supérieure à 30 000 dollars) effectués par chacune des entités des Nations Unies.

Par ailleurs, le site Web présente de façon détaillée et interactive des informations relatives aux achats effectués par les entités des Nations Unies, classés par entité, par pays fournisseur et par catégorie.

Éléments de décision

Le Conseil d'administration souhaitera peut-être prendre note du présent rapport et se féliciter des données et des analyses qu'il contient.

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction	3
A. Notes	3
I. Total des achats effectués par les entités des Nations Unies en 2017	4
II. Principaux pays fournisseurs des entités des Nations Unies en 2017	5
III. Volume des achats par région du fournisseur, 2017	7
IV. Achats effectués dans les pays en développement, les pays en transition et les pays les moins avancés.	9
V. Achats des entités des Nations Unies.	11
VI. Achats par catégorie de biens et de services	15
VII. Achats responsables au sein du système des Nations Unies	18
VIII. Achats en commun au sein du système des Nations Unies	19
Annexe	
Autres abréviations et acronymes utilisés dans le tableau 3.	21

Introduction

1. Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) se félicite d'être chargé de collecter et de compiler les données relatives aux achats effectués par l'ensemble des entités des Nations Unies.
2. Le rapport statistique annuel pour 2017, le trente-quatrième de cette série, présente une vue d'ensemble des achats effectués dans l'année par les entités des Nations Unies pour appuyer leurs activités, leurs projets et leurs programmes. Le travail de compilation et de publication des statistiques effectué par l'UNOPS est fondé sur la coopération des entités participantes.
3. On trouvera dans le présent rapport un résumé de l'analyse des données. Le rapport statistique annuel complet est disponible auprès du secrétariat du Conseil d'administration et sur le site du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (<http://www.ungm.org/Public/ASR>), où sont présentées de façon interactive une multitude d'informations sur les achats effectués par les entités des Nations Unies, classées par entité, par pays fournisseur et par catégorie.

A. Notes

4. Dans le cadre du présent rapport, les expressions « achats du système des Nations Unies » ou « achats des entités des Nations Unies » désignent les activités d'achat des 40 entités ayant communiqué des données aux fins de l'établissement du rapport statistique annuel pour 2017.
5. Par « achats », on entend l'acquisition par voie d'achat ou de location de biens, notamment des produits et des biens immobiliers, y compris ceux relevant de la propriété intellectuelle, d'ouvrages ou de services. Les entités des Nations Unies ont chacune leur système et leur méthode pour consigner et communiquer les données sur les achats, mais, dans le cadre du rapport statistique annuel, la notion d'achats fait l'objet d'une définition commune et les données sont recueillies dans un format uniformisé. Les statistiques publiées par ces entités peuvent donc différer de celles présentées dans le rapport statistique annuel, d'autant plus que le niveau de détail des informations que peuvent fournir certaines organisations est parfois limité.
6. Les commandes et les contrats de services sont indiqués selon le montant du contrat plutôt que selon les dépenses correspondantes.
7. Pour pouvoir prendre en compte toutes les catégories de biens et de services, il a été demandé à toutes les entités des Nations Unies participantes de communiquer des données aussi détaillées que possible au format défini dans la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies, norme multisectorielle publiquement disponible¹. Outre la classification fondée sur cette norme, les biens et services sont également regroupés dans le rapport par domaine d'activité des entités des Nations Unies. À des fins de présentation, certains noms de codes ont été raccourcis ou modifiés.
8. Dans l'ensemble du rapport, le terme « pays » s'entend des pays et territoires. Sauf mention contraire, il renvoie aux pays fournisseurs tels qu'indiqués par l'entité concernée. Les pays et leur région de rattachement sont désignés suivant le Codage statistique normalisé des pays et des régions, dit « code M49 » et élaboré par la Division de statistique². À des fins d'analyse, ils sont répartis en quatre grandes

¹ Voir <http://www.unspsc.org>.

² Pour de plus amples informations sur le classement M49, se reporter à l'adresse suivante : <https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49>.

catégories : pays développés, pays en développement, pays en transition et pays les moins avancés. Les catégories correspondent à celles définies dans UNCTDstat³, sauf pour les pays les moins avancés, qui sont classés suivant la norme M49. Les appellations employées n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le rattachement d'un pays ou d'une zone à tel ou tel groupe répond uniquement à des raisons statistiques et ne sous-entend de la part de l'Organisation aucun présupposé quant aux affiliations politiques ou autres de ces pays ou territoires.

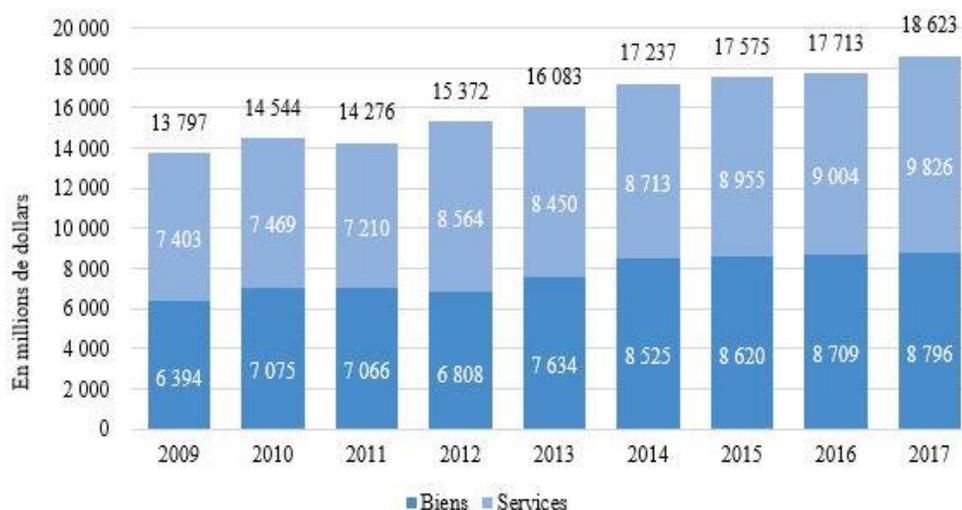
I. Total des achats effectués par les entités des Nations Unies en 2017

9. Le montant total des achats effectués par les entités des Nations Unies a augmenté pour la sixième année consécutive jusqu'à atteindre 18,6 milliards de dollars en 2017, soit 910 millions de dollars, ou 5,1 %, de plus que l'année précédente. Cette augmentation s'explique principalement par une hausse de 9,1 % des achats de services, soit 823 millions de dollars, les achats de biens ayant augmenté plus modestement, de 1,0 %, soit 87 millions de dollars.

10. Quarante entités des Nations Unies ont communiqué des statistiques relatives à leurs achats en 2017, contre 39 l'année précédente. Les achats de biens et de services du Fonds monétaire international (FMI), qui n'avait pas communiqué de statistiques en 2016, se sont élevés à 272 millions de dollars en 2017. Une fois cette somme retranchée, l'augmentation générale du montant total des achats s'établit à 3,6 %, soit 638 millions de dollars.

Figure 1

Montant total des achats de biens et de services, 2009-2017



11. La croissance constatée est principalement imputable au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), à l'UNOPS, à l'Organisation

³ Pour de plus amples informations sur les appellations employées par la CNUCED à propos des pays, se reporter à l'adresse suivante : <http://unctadstat.unctad.org/FR/Classifications.html>.

panaméricaine de la santé (OPS) et au Programme alimentaire mondial (PAM), dont les achats combinés ont représenté 831 millions de dollars de plus qu'en 2016.

12. La Division des achats de l'ONU, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont tous indiqué une baisse considérable de leurs achats en 2017, la baisse cumulée atteignant 633 millions de dollars. À l'UNICEF, cette réduction était principalement due aux économies réalisées dans l'achat de produits pharmaceutiques.

13. Sur les 40 entités des Nations Unies concernées, 32 communiquent des statistiques pour le rapport statistique annuel depuis 2013. Le montant total de leurs achats a augmenté de 9,7 % au cours de la période 2013-2017, passant de 16,1 à 17,6 milliards de dollars.

14. En 2017, les segments les plus importants en volume étaient les suivants : *Produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* (2,6 milliards), *Services de transport, de stockage et de courrier* (2,3 milliards) et *Aliments et boissons* (1,9 milliards).

II. Principaux pays fournisseurs des entités des Nations Unies en 2017

15. En 2017, les organismes des Nations Unies ont acheté des biens et des services à 223 pays et territoires, sachant que tous les États Membres ont fait partie de ce groupe. Pour 124 de ces pays et territoires, la valeur des achats a été supérieure à 10 millions de dollars.

16. Les achats effectués auprès des 10 principaux pays fournisseurs en valeur ont représenté 7,5 milliards de dollars (soit 40,2 % du montant total : le niveau de concentration a donc été inférieur à celui des années précédentes puisque les achats auprès de ces fournisseurs représentaient 44,6 % du montant total en 2016 et 44,8 % en 2015.

17. En 2017, parmi les 10 principaux pays fournisseurs, trois étaient des pays en développement (l'Inde, les Émirats arabes unis et le Kenya, dans cet ordre). Les achats effectués dans ces pays s'élevaient au total à 2,2 milliards de dollars, soit 29,5 % du montant total des achats effectués auprès des 10 principaux pays fournisseurs et 11,8 % de l'ensemble des achats des entités des Nations Unies en 2017.

18. Les États-Unis d'Amérique sont demeurés en 2017 le principal pays fournisseur des entités des Nations Unies : le montant total des achats effectués auprès d'eux a atteint 1,7 milliards de dollars, soit une augmentation de 9,8 %. Cette hausse s'explique par les dépenses correspondant au segment *Services de gestion et d'administration*, qui ont augmenté de 108 millions de dollars, soit 49,5 %, dont 91 millions imputables au FMI. Le segment d'achats le plus important est celui des *Produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins*, domaine dans lequel les principaux acheteurs sont l'UNICEF et l'OPS. Les dépenses totales en rapport avec ce segment ont cependant diminué de 83,5 millions de dollars (soit 19,2 %).

Tableau 1
Dix principaux pays fournisseurs en volume d'achats en 2017

<i>Pays fournisseur</i>	<i>Biens (millions de dollars)</i>	<i>Services (millions de dollars)</i>	<i>Total (millions de dollars)</i>	<i>Part des achats des entités des Nations Unies dans le volume total (pourcentage)</i>	<i>Variation totale entre 2016 et 2017 (pourcentage)</i>
États-Unis d'Amérique	587,2	1 154,2	1 741,4	9,4%	9,8%
Inde	741,7	165,2	907,0	4,9%	-14,8%
Émirats arabes unis	635,7	161,1	796,8	4,3%	-8,3%
Belgique	660,4	58,4	718,8	3,9%	-20,7%
France	511,7	181,0	692,7	3,7%	13,7%
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	156,8	398,3	555,1	3,0%	-8,3%
Suisse	142,9	404,6	547,5	2,9%	24,3%
Pays-Bas	388,7	123,1	511,8	2,7%	19,5%
Danemark	260,0	247,4	507,4	2,7%	-31,3%
Kenya	169,8	333,1	502,9	2,7%	27,4%
Total des achats auprès des 10 principaux pays fournisseurs	4 254,9	3 226,4	7 481,3	40,2%	-2,1%
Total des achats des entités des Nations Unies	8 796,4	9 826,3	18 622,7		5,1 %

19. L'Inde, qui figure parmi les 10 principaux fournisseurs depuis 2000, est à nouveau au deuxième rang de ce groupe. Les achats auprès de fournisseurs de ce pays ont cependant baissé de 14,8 %, soit 158 millions de dollars, et ont été ramenés à 907 millions de dollars. Cette baisse s'explique principalement par le fait que les achats correspondant au segment *Produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* ont diminué de 86 millions de dollars (11,8 %) entre 2016 et 2017. Ce segment est cependant resté le principal secteur d'achats, puisqu'il a représenté 70,8 % du total des achats à des fournisseurs indiens. Au deuxième rang se trouve le segment des *Services d'ingénierie et de recherche*, qui a augmenté de 14 millions pour s'établir à 45 millions de dollars, sachant que la moitié de ce montant a concerné les *Services informatiques*. Les achats au titre des *Aliments et boissons* à des fournisseurs indiens ont diminué de 51 millions de dollars (80,2 %).

20. En 2017, les Émirats arabes unis se sont hissés au troisième rang des pays fournisseurs gagnant une place par rapport à 2016 malgré une réduction de 8,3 % du volume des achats effectués dans ce pays entre 2016 et 2017. Les Émirats arabes unis sont le principal fournisseur pour le segment *Combustibles, lubrifiants et autres*, le pays fournissant 43,3 % des achats effectués dans le secteur, dont la valeur totale est de 612 millions de dollars. Les Émirats arabes unis se sont classés au deuxième rang des fournisseurs s'agissant du segment *Aliments et boissons*, après la Turquie, bien que les dépenses effectuées auprès des fournisseurs de ce pays pour ce segment aient diminué de 20 millions de dollars, soit 7,3 %, entre 2016 et 2017.

21. Le Kenya a rejoint la liste des dix principaux pays fournisseurs en 2017, le montant total des achats effectués dans le pays ayant été porté de 395 à 503 millions de dollars. Cette hausse s'explique principalement par les 63 millions de dollars supplémentaires dépensés par le PAM, notamment au titre des *Services de transport, de stockage et de courrier* et des *Aliments et boissons*. Les achats de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le pays ont plus que triplé, passant de 8,8 en 2016 à 27 millions de dollars en 2017. Ces achats concernaient principalement les familles *Formation technique et professionnelle* (7,3 millions de dollars) et *Nourritures pour animaux* (1,9 millions de dollars). En 2017, c'est le PAM qui a le plus acheté au Kenya (146 millions de dollars), la Division des achats de l'ONU se classant au deuxième rang (136 millions de dollars).

22. La Turquie, qui avait elle aussi rejoint les dix principaux fournisseurs en 2016, a reculé au onzième rang des principaux fournisseurs en 2017. Les achats dans le pays ont diminué de 188 millions de dollars (28,9 %), principalement en raison d'une baisse de 228 millions de dollars (48,6 %) dans les dépenses du PAM au titre du segment *Aliments et boissons* (partiellement compensée par une augmentation dans d'autres domaines).

23. Le reste de la liste des dix principaux fournisseurs est demeuré inchangé depuis 2016. La Belgique a reculé à la quatrième place, les dépenses auprès des fournisseurs belges ayant diminué de 20,7 %, en particulier pour ce qui est des *Produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* (161 millions de dollars de moins en 2017 qu'en 2016). La France s'est hissée à la cinquième place, l'UNOPS ayant dépensé dans ce pays 66 millions de dollars supplémentaires au titre des *Équipements scientifiques et de laboratoire* et l'UNICEF, 33 millions de dollars de plus pour des biens de la famille *Nutrition clinique*. La Suisse a progressé de deux places, le volume d'achats passé dans le pays ayant augmenté de 24,3 %, soit 107 millions de dollars supplémentaires, dont 33 millions au titre des *Services d'ingénierie et de recherche*. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a connu une baisse de 8,3 % (50 millions de dollars) du volume des achats par rapport à 2016, principalement en raison de la baisse des dépenses de la Division des achats dans ce pays au titre du segment *Équipement de bureau*, en partie compensée par une augmentation de 81 millions de dollars des achats du PAM.

III. Volume des achats par région du fournisseur, 2017

24. En 2017, les achats ont augmenté dans les régions Afrique, Amérique latine et Caraïbes et Amérique du Nord, et diminué dans les autres régions. C'est en Afrique que la hausse la plus forte en valeur absolue a été constatée, les achats ayant augmenté de 473 millions de dollars, soit 15,9 %, pour s'établir à 3,4 milliards de dollars. La région Afrique est aussi celle dont la part dans l'ensemble des achats effectués par les entités des Nations Unies a le plus progressé : elle est passée de 17,3 % en 2016 à 19,2 % en 2017. La région Amérique latine et Caraïbes a connu la plus forte augmentation en valeur relative, les achats auprès des fournisseurs de la région ayant augmenté de 39,0 % pour s'établir à 1,2 milliards en 2017. L'Asie, où le volume des achats demeure le plus important, a cependant vu la valeur de ces achats décroître de 129 millions de dollars (2,2 %) par rapport à 2016, soit la plus forte baisse en valeur absolue de toutes les régions.

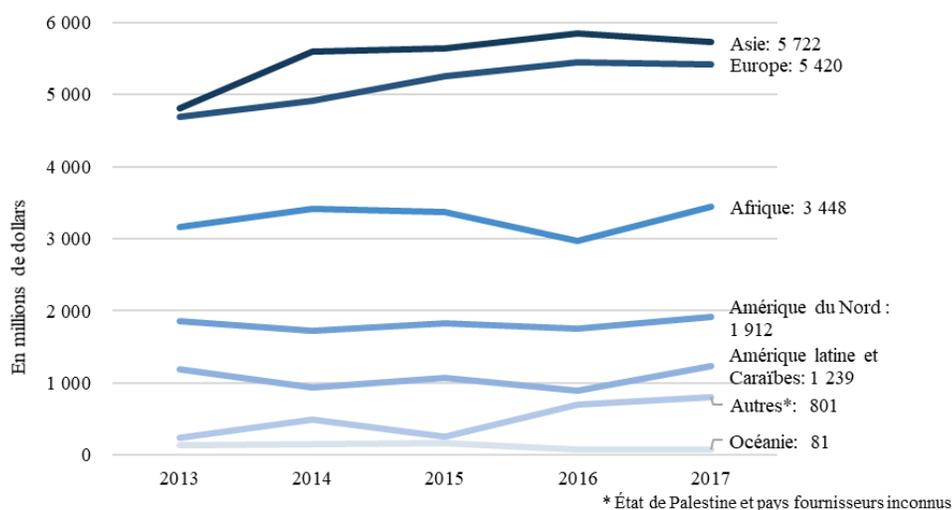
25. L'augmentation du volume des achats en Afrique est principalement imputable au PAM et au PNUD, qui ont respectivement effectué 470 et 128 millions de dollars d'achats supplémentaires, en particulier au titre des segments *Services de transport, de stockage et de courrier*, *Aliments et boissons* et *Services d'ingénierie et de recherche*. Les achats du PAM auprès de fournisseurs nigériens et kényans ont été

respectivement portés de 41 à 116 millions de dollars et de 84 à 146 millions de dollars, tandis que les dépenses du PNUD au bénéfice de fournisseurs sénégalais ont augmenté de 40 millions de dollars.

26. Les achats en Amérique latine et dans les Caraïbes ont fortement augmenté, principalement en raison des 247 millions de dollars d'achats supplémentaires effectués par l'UNOPS en Argentine (contre 0,6 million en 2016), notamment au titre des familles *Accessoires et équipement informatiques* et *Services informatiques*. Ceux de la Division des achats de l'ONU en Argentine sont passés de 21 millions de dollars en 2016 à 279 millions de dollars en 2017. L'OPS a augmenté ses achats dans la région de 123 millions de dollars, soit 145 %. Le Pérou, où le volume des achats a été ramené de 140 à 54 millions de dollars, a connu la plus forte baisse.

27. Dans la région Asie, les achats ont augmenté en Iraq, à Singapour et au Yémen, la hausse imputable à ces trois pays représentant un montant total de 607 millions de dollars entre 2016 et 2017. La hausse a été particulièrement marquée au Yémen, où les achats sont passés de 326 millions de dollars en 2016 à 434 millions de dollars en 2017. Cette évolution est partiellement imputable aux achats supplémentaires effectués par l'UNICEF au titre des *Services financiers et d'assurance*, pour un montant de 197 millions de dollars et par le PAM au titre des segments *Services de transport, de stockage et de courrier* (68 millions de dollars) et *Aliments et boissons* (29 millions de dollars). Le montant net a toutefois diminué de 129 millions de dollars dans la région Asie, notamment en raison d'une diminution de 572 millions de dollars des achats du PAM.

Figure 2
Total des achats par région, 2013-2017



28. La baisse des achats en Europe est due à celle des achats au Danemark (231 millions de dollars de moins, soit 31,3 %, la baisse étant principalement imputable à la Division des achats), en Belgique (187 millions de moins, soit 20,7 %, la baisse étant principalement imputable à l'UNICEF) et au Royaume-Uni (50 millions de dollars de moins, soit une diminution de 8,3 %). Les achats en Suisse, en Autriche et aux Pays-Bas ont cependant augmenté en tout de 279 millions de dollars.

29. Le montant des achats effectués auprès de fournisseurs de pays inconnu a diminué de 417 millions de dollars, pour s'établir à 664 millions de dollars en 2017. Cela est dû au fait que certaines entités participantes ont communiqué en 2017 des

données indiquant mieux l'origine des fournisseurs. Quatre-vingt-treize pour cent des achats effectués auprès de fournisseurs de pays non renseignés concernaient l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui n'était en mesure de fournir ces données pour aucun de ses achats, sachant qu'en 2017 cette organisation a effectué des achats d'un montant total de 618 millions de dollars.

IV. Achats effectués dans les pays en développement, les pays en transition et les pays les moins avancés

30. En 2002, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'encourager les organismes des Nations Unies à prendre de nouvelles mesures pour offrir aux fournisseurs situés dans des pays en développement ou en transition davantage de possibilités d'emporter des marchés⁴. Les entités des Nations Unies ont par conséquent augmenté leurs achats dans ces pays, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030, et 2017 n'a pas fait exception à cette tendance.

31. Les achats effectués dans les pays en développement ont augmenté, à la fois en valeur absolue, puisqu'ils sont passés de 10,3 à 11,0 milliards de dollars entre 2016 et 2017, et en part des achats effectués par les entités des Nations Unies. Cette évolution s'explique notamment par une augmentation de 636 millions de dollars (26,5 %) des achats au bénéfice des pays les moins avancés, dans lesquels les entités des Nations Unies ont effectué 16,9 % du total de leurs achats. La part des achats effectués auprès des pays en développement et en transition considérés ensemble a cependant été ramenée de 46,3 % à 44,1 %⁵.

32. Sur la somme de 11,0 milliards de dollars correspondant aux biens et services achetés en 2017 auprès de pays en développement, de pays en transition ou des pays les moins avancés, 62,9 % provenaient de 20 pays, dont 14 ont vu les achats effectués auprès de leurs fournisseurs augmenter par rapport à 2016, en particulier l'Argentine et le Yémen, comme il a été décrit précédemment.

⁴ Résolution 57/279 de l'Assemblée générale.

⁵ Le calcul de la répartition (en pourcentage) des achats suivant l'état de développement des pays ne tient pas compte des données pour lesquelles le pays fournisseur n'est pas connu.

Figure 3
Achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés, 2009-2017



33. Le tableau 2 indique les 20 principaux pays fournisseurs en volume des achats pour 2017 parmi les pays en développement, les pays en transition et les pays les moins avancés. Outre l'Argentine et le Yémen, les nouveaux pays sur la liste sont le Brésil, le Nigéria et le Panama, où des achats supplémentaires d'une valeur de 226 millions de dollars ont été effectués en 2017. En revanche, l'Afghanistan, le Pakistan, le Pérou, la République démocratique du Congo et l'Ukraine ne figurent plus sur cette liste.

Tableau 2

Vingt principaux pays fournisseurs en volume des achats parmi les pays en développement, les pays en transition et les pays les moins avancés, 2017

<i>Pays fournisseur</i>	<i>Biens (en millions de dollars)</i>	<i>Services (en millions de dollars)</i>	<i>Total (en millions de dollars)</i>	<i>Part des achats des entités des Nations Unies dans le volume total (en pourcentage)</i>	<i>Variation totale entre 2016 et 2017 (en pourcentage)</i>
Inde	741,7	165,2	907,0	4,9	-14,8
Émirats arabes unis	635,7	161,1	796,8	4,3	-8,3
Kenya	169,8	333,1	502,9	2,7	27,4
Turquie	337,2	124,0	461,2	2,5	-28,9
Yémen	78,2	355,5	433,6	2,3	301,8
Iraq	81,1	302,2	383,3	2,1	85,8
Jordanie	83,1	274,6	357,8	1,9	14,1
Liban	92,2	233,0	325,2	1,7	11,9
Fédération de Russie	53,9	232,8	286,8	1,5	-12,5
Argentine	191,4	87,6	279,0	1,5	1 231,6
Éthiopie	87,6	175,5	263,2	1,4	5,6
Soudan	175,9	81,8	257,7	1,4	46,2

<i>Pays fournisseur</i>	<i>Biens (en millions de dollars)</i>	<i>Services (en millions de dollars)</i>	<i>Total (en millions de dollars)</i>	<i>Part des achats des entités des Nations Unies dans le volume total (en pourcentage)</i>	<i>Variation totale entre 2016 et 2017 (en pourcentage)</i>
Afrique du Sud	101,6	126,0	227,6	1,2	17,5
Chine	154,8	65,2	220,0	1,2	-3,7
Nigéria	124,5	85,0	209,5	1,1	53,8
Soudan du Sud	53,6	150,5	204,1	1,1	14,2
République de Corée	176,7	25,0	201,8	1,1	-6,2
Ouganda	64,5	129,1	193,6	1,0	58,3
Panama	150,6	40,5	191,1	1,0	33,1
Brésil	5,0	185,5	190,5	1,0	74,4
Total des achats auprès des 20 principaux pays fournisseurs	3 559,2	3 333,3	6 892,4	37,0	
Total des achats auprès des pays en développement, des pays en transition et des pays les moins avancés	4 984,2	5 968,1	10 952,3	58,8	5,8
Total des achats des entités des Nations Unies	8 796,4	9 826,3	18 622,7		5,1

V. Achats des entités des Nations Unies

34. Le tableau 3 détaille le volume des achats effectués par les différentes entités des Nations Unies en 2017 et, pour chacune, la part des achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés. Le montant des achats effectués par les 10 principales entités s'est établi à 16,3 milliards de dollars en 2017 (87,3 % du montant total), contre 15,8 milliards en 2016 (89,4 %). Si ces 10 entités ont vu le volume de leurs achats augmenter de 2,6 % en moyenne, les autres ont enregistré une hausse moyenne de 12,3 %⁶.

35. En 2017, 29 des 40 entités ayant communiqué des données ont fait état d'une hausse du volume de leurs achats par rapport à 2016. Pour quatorze d'entre elles, cette hausse a été supérieure à 20 %.

⁶ Compte non tenu du FMI, qui a communiqué des données en 2017, mais pas en 2016.

Tableau 3
Achats des entités des Nations Unies, 2017

<i>Entité</i>	<i>Total (en millions de dollars)</i>	<i>Variation totale entre 2016 et 2017 (en pourcentage)</i>	<i>Part des achats effectués auprès de pays en développement, de pays en transition et des pays parmi les moins avancés (en pourcentage)</i>
UNICEF	3 428,7	-1,6	56,9
PAM	3 075,3	3,8	73,0
Division des achats de l'ONU	2 746,7	-15,0	61,3
PNUD	2 117,0	24,7	71,5
HCR	1 239,4	5,1	70,3
UNOPS	1 068,9	18,7	64,3
OPS	919,4	16,4	47,1
OMS	666,6	-11,9	51,5
OIM [^]	617,6	18,2	s.o.
FAO*	371,4	17,2	74,9
FNUAP	316,8	12,4	49,4
FMI	272,3	s.o.	0,0
UNRWA	243,7	-15,5	83,4
AIEA	219,8	49,2	14,0
OIT*	214,7	32,0	65,6
ONUDI	178,4	44,6	52,7
UNESCO	129,0	5,0	63,4
OMPI	114,8	0,4	6,2
ONUG	109,7	16,6	5,6
ONU-Femmes	104,2	-17,3	59,2
ONUV	84,9	28,1	71,0
ONUSIDA	49,4	45,1	57,3
FIDA	48,7	3,3	18,9
UIT	47,7	0,1	13,0
ONUN	40,9	42,8	77,2
CCNUCC	24,4	230,8	5,8
TPIY/MIFRTP	19,2	43,1	17,9
CEA	18,9	43,5	52,6
OIAC	18,4	-60,8	1,8
UPU	16,7	-24,0	10,5
OMI	16,4	6,5	17,8
CCI	14,3	53,6	27,9
OMM	14,1	-19,7	2,7
CEPALC	13,9	146,2	62,3
CESAP	13,5	73,8	70,3
VNU	9,1	8,5	2,0
UNU	7,4	0,1	14,0
CESAO	6,7	43,1	87,1

<i>Entité</i>	<i>Total (en millions de dollars)</i>	<i>Variation totale entre 2016 et 2017 (en pourcentage)</i>	<i>Part des achats effectués auprès de pays en développement, de pays en transition et des pays parmi les moins avancés (en pourcentage)</i>
OMT	3,0	-3,0	2,3
UNAKRT	1,1	-43,0	69,5
Total pour les entités des Nations Unies	18 622,7	5,1	60,9

Les calculs de la part des achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés ne tiennent pas compte des données pour lesquelles le pays fournisseur n'est pas connu.

* Pays fournisseur connu pour une partie seulement des données (94 % du volume des achats pour la FAO et 95 % pour l'OIT). L'OIM n'a pas communiqué de données sur les pays fournisseurs en 2017.

36. C'est le PNUD qui a enregistré la hausse la plus prononcée en termes absolus, le montant de ses achats ayant augmenté de 420 millions de dollars (soit 24,7 %) pour s'établir à 2,1 milliards. Cette hausse s'explique par une intensification des activités d'achat, en particulier dans le secteur *Santé*, où les dépenses relatives aux *Hormones et inhibiteurs d'hormones* ont notamment augmenté de 84 millions de dollars, et le secteur *Construction et génie*, où les dépenses afférentes aux *Services d'ingénierie professionnelle* ont connu une hausse de 74 millions de dollars et les dépenses liées aux *Services de gestion et de réparation des bâtiments et des installations* ont augmenté de 131 millions de dollars.

37. L'UNOPS arrive en deuxième position en termes de hausse absolue. Le volume de ses achats a augmenté de 18,7 %, passant de 900 millions de dollars en 2016 à 1,1 milliard en 2017. Cette évolution s'explique par une augmentation des dépenses afférentes aux biens et aux services dans le domaine de l'informatique et des communications en Argentine, par une hausse de 72 millions de dollars des achats d'*Équipements scientifiques et de laboratoire*, effectués essentiellement auprès de fournisseurs français, et par des dépenses d'un montant de 107 millions de dollars au titre des *Véhicules à moteur*, achetés principalement au Japon, contre 81 millions en 2016.

38. Dix entités ont indiqué que leurs achats avaient diminué par rapport à 2016. La plus forte baisse absolue, représentant un montant de 486 millions de dollars (soit 15,0 %), a été enregistrée par la Division des achats de l'ONU. Elle est attribuable aux effets combinés de la réduction des effectifs de certaines missions, des économies réalisées dans le domaine des transports aériens et d'une révision de la stratégie d'achat applicable à certains services de sécurité. Les dépenses engagées par l'OMS au titre des *Services de santé complets* ont connu une baisse de 135 millions de dollars, en partie contrebalancée par les dépenses afférentes au *Matériel médical*, majorées de 17 millions de dollars par rapport à 2016. Au total, les achats de l'organisation ont toutefois diminué de 90 millions de dollars.

39. L'UNICEF, première entité en volume des achats, a indiqué une hausse de 27,6 % de ses achats de services et une baisse de 11,1 % de ses achats de biens, soit une diminution globale de 1,6 % par rapport à 2016. Le Fonds a notamment fait état d'une réduction de 322 millions de dollars de ses achats au titre des *Produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins*, due principalement à des économies réalisées sur les prix.

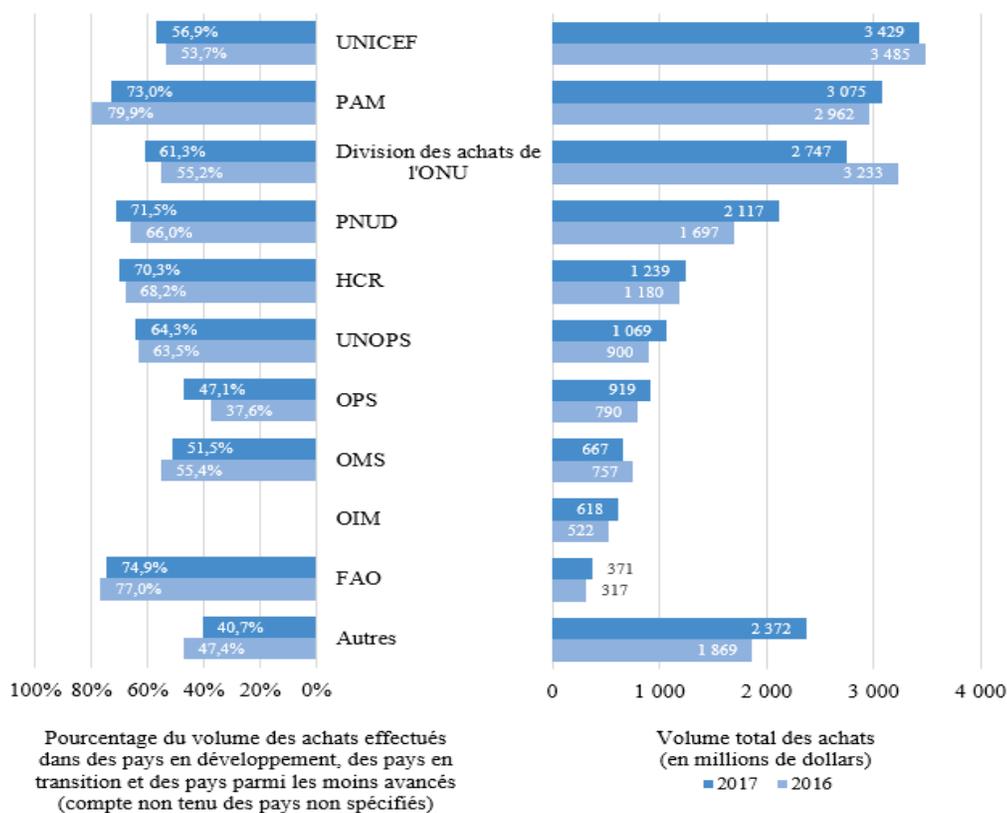
40. Certaines entités ont vu le volume de leurs achats évoluer sensiblement en raison de changements dans la façon de collecter leurs données. Ainsi, la mise en service à

l'échelle mondiale d'un nouveau progiciel de gestion intégré a permis à l'OIT de communiquer des données plus exhaustives en 2017, ce qui explique en partie la hausse de 32,0 % du volume déclaré de ses achats par rapport à 2016.

41. Le tableau 3 indique la proportion des achats que les différentes entités des Nations Unies ont effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés. Parmi les entités dont le volume des achats a dépassé les 100 millions de dollars, c'est l'UNRWA qui a affiché la proportion la plus élevée d'achats réalisés dans ces pays (83,4 %, soit 203 millions de dollars).

42. Le PAM affichait en 2017 le volume le plus élevé d'achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés (ces achats ont représenté un montant de 2,2 milliards de dollars). Toutefois, la proportion des achats qu'il a réalisés dans ces pays a été ramenée de 79,9 % du volume total en 2016 à 73,0 % en 2017. Parmi les 10 principales entités en volume des achats, l'UNICEF, la Division des achats de l'ONU, le PNUD, le HCR, l'UNOPS et l'OPS ont vu augmenter en 2017 la part des achats qu'ils ont faits dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés. La figure 4 indique la proportion des achats effectués dans ces pays par les 10 entités en question.

Figure 4
Achats des entités des Nations Unies dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés, 2016-2017 (10 principales entités en volume total des achats)



VI. Achats par catégorie de biens et de services

43. Le rapport statistique annuel contient des informations, collectées auprès des entités participantes, sur la nature des biens et des services achetés, qui sont répertoriés conformément à la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies. Les biens, services et ouvrages achetés y sont classés par segment, par famille, par classe et par produit. En outre, le rapport distingue des secteurs, qui regroupent des biens et services se rapportant aux domaines d'activité des entités des Nations Unies.

44. Toutes entités confondues, le volume des achats réalisés au titre du secteur *Services de conseil, administration et opérations* a augmenté de 685 millions de dollars en 2017 pour s'établir à 4,0 milliards de dollars, le PNUD, l'UNICEF et le HCR étant les principaux acheteurs. À l'inverse, les dépenses engagées au titre du secteur *Santé*, le deuxième en termes de volume des achats (3,7 milliards de dollars), ont connu la baisse la plus marquée en 2017, avec un recul de 230 millions de dollars par rapport à 2016, en raison de la diminution du volume des achats de *Produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins*. En 2017, 19,2 % des données communiquées ne renseignaient que sur le segment des achats, niveau le plus générique de la Classification normalisée, tandis que 80,8 % indiquaient au moins la famille des achats et 21,9 % étaient saisies au niveau du produit, niveau le plus précis. De manière générale, les entités participantes ont amélioré le niveau de précision de leurs données en 2017.

Tableau 4

Dix premiers segments de la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies en volume des achats, 2017

<i>Segment</i>	<i>Total (millions de dollars)</i>	<i>Variation totale entre 2016 et 2017 (pourcentage)</i>	<i>Part des achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés (pourcentage)</i>
Produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins [^]	2 641,4	-7,3	39,8
Services de transport, de stockage et de courrier	2 323,1	-3,5	67,7
Aliments et boissons	1 893,8	0,1	79,7
Services de gestion et d'administration	1 809,3	8,5	62,3
Services de construction et d'entretien	1 303,0	9,9	76,9
Services d'ingénierie et de recherche	1 279,4	28,2	45,0
Matériel médical	735,7	19,5	40,8
Matériel informatique et matériel de communications	626,1	36,4	50,2
Combustibles, lubrifiants et autres	611,7	3,7	93,8
Voyages, restauration et hébergement	559,0	110,2	64,3
Total des 10 premiers segments	13 782,4		
Total des achats des entités des Nations Unies	18 622,7		

[^] Aux fins du rapport statistique annuel, les préservatifs sont comptabilisés dans les *Produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins*.

45. En 2017, les achats ont été classés dans 57 segments distincts, autant qu'en 2016. Les 10 principaux segments en volume des achats sont répertoriés dans le tableau 4. Les plus importants étaient les *Produits pharmaceutiques, contraceptifs et*

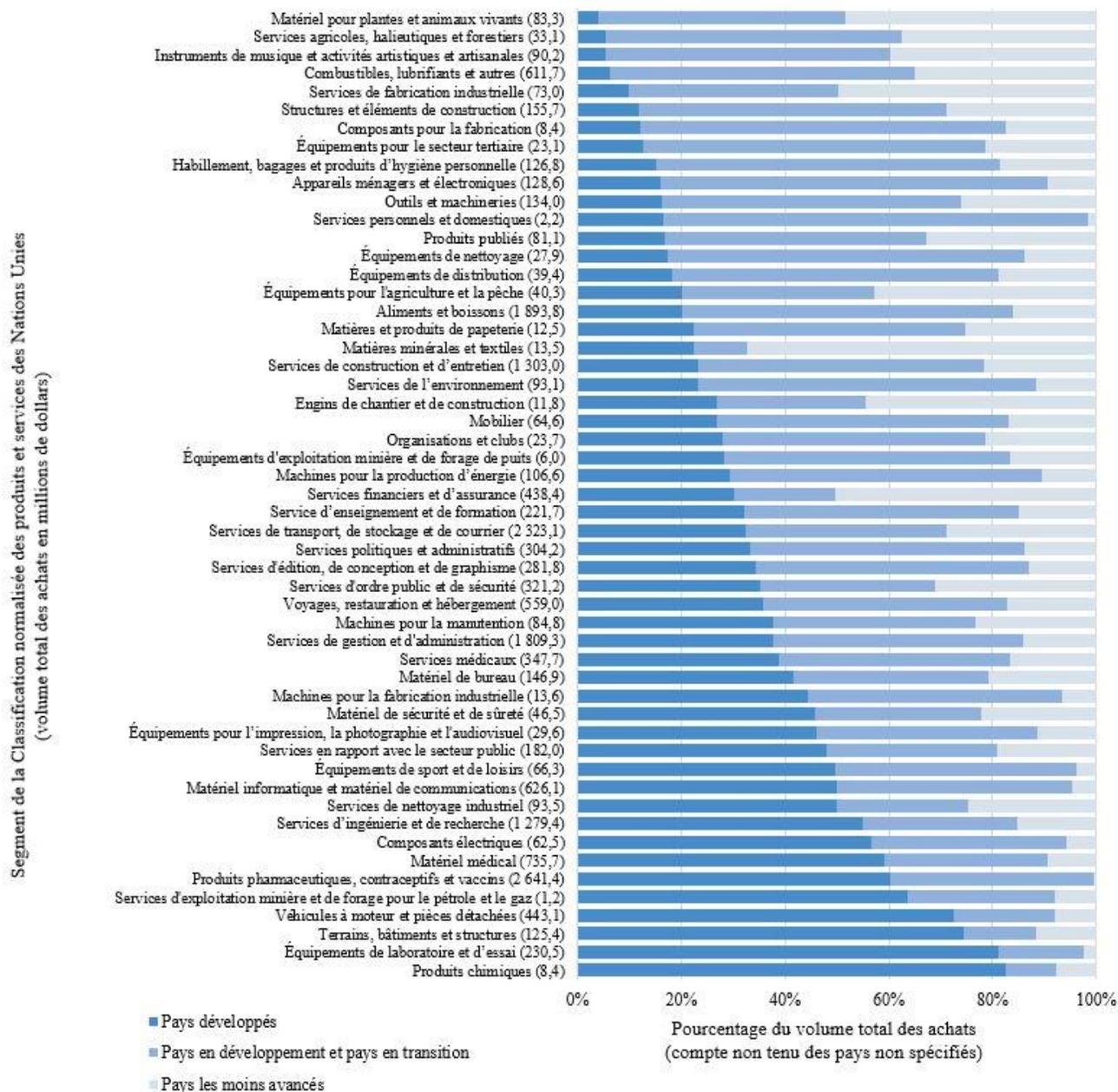
vaccins (2,6 milliards de dollars), les *Services de transport, de stockage et de courrier* (2,3 milliards) et les *Aliments et boissons* (1,9 milliard). Le segment des *Produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* a connu entre 2016 et 2017 la baisse la plus prononcée en termes absolus, tandis que la plus forte hausse revient aux dépenses engagées au titre du segment *Voyages, restauration et hébergement*, qui ont plus que doublé pour passer de 265 millions de dollars en 2016 à 559 millions en 2017, en raison notamment de l'augmentation de la quantité de données communiquées au titre des dépenses afférentes aux voyages.

46. En 2017, le montant des achats a dépassé le million de dollars dans 53 segments de biens et de services. Pour 44 de ces segments, plus de 50% des achats ont été faits dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés. Le total des achats effectués au titre de ces 44 segments s'est établi à 13,1 milliards de dollars. Dans 15 segments, plus de 80 % des achats ont été faits dans des pays en développement, des pays en transition et des pays parmi les moins avancés, pour un montant total de 1,6 milliard de dollars.

47. Parmi les segments pour lesquels les achats auprès de pays en développement, de pays en transition et de pays parmi les moins avancés ont représenté plus de 80 % du volume total, le segment *Combustibles, lubrifiants et autres* est le plus important. Sur le total de 612 millions de dollars consacrés à ce segment en 2017, 358 millions correspondaient à des achats effectués dans des pays en développement et des pays en transition, et 213 millions à des achats réalisés dans des pays parmi les moins avancés. La Division des achats de l'ONU a été le principal acheteur de biens et de services relevant de ce segment (pour un montant total de 398 millions de dollars).

Figure 5

Volume total des achats par segment et répartition des achats de biens et de services par niveau de développement du pays fournisseur (segments au titre desquels le montant des achats était supérieur à 1 million de dollars, compte non tenu des biens et services non classifiés)



48. Parmi les segments au titre desquels les achats ont été effectués principalement dans des pays développés, celui des *Produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* est le plus important dans la mesure où, sur un total de 2,6 milliards de dollars dépensés, 1,6 milliard correspond à des achats réalisés dans ces pays. Toutefois, pour ce segment, le premier pays fournisseur est l'Inde, auprès de laquelle des achats d'un montant total de 642 millions de dollars ont été effectués en 2017.

49. Aux fins de la présente analyse, les pourcentages sont calculés compte non tenu des achats pour lesquels le pays fournisseur est inconnu, sachant que le montant de

ces achats s'est élevé à 664 millions de dollars en 2017, dont 203 millions au titre du segment des *Services de construction et d'entretien* et 80 millions au titre des *Services de transport, de stockage et de courrier*.

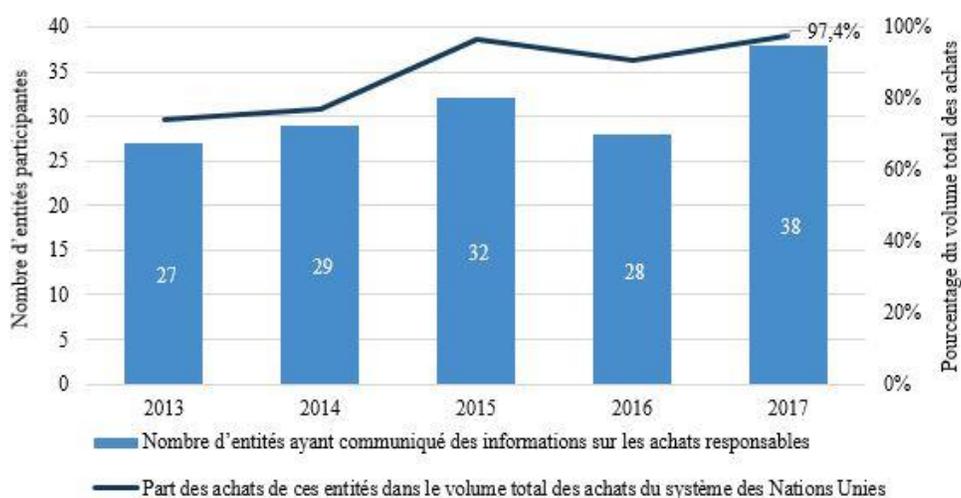
VII. Achats responsables au sein du système des Nations Unies

50. Le pouvoir d'achat des entités des Nations Unies peut contribuer au développement durable à condition que la question de la durabilité soit prise en compte dans le cadre des procédures d'achat.

51. Les achats responsables s'entendent de pratiques intégrant des conditions, des spécifications et des critères qui sont compatibles avec la protection de l'environnement, le progrès social et le développement économique, et y contribuent en favorisant l'utilisation efficace des ressources, l'amélioration de la qualité des produits et des services et, à terme, l'optimisation des coûts⁷. Aux fins de l'établissement du rapport statistique annuel, les entités participantes ont eu la possibilité de communiquer des informations sur la mesure dans laquelle ils avaient pris en compte la question de la durabilité dans le cadre de leurs procédures d'achat.

Figure 6

Entités des Nations Unies ayant communiqué des données sur les achats responsables, 2013-2017



52. En 2017, 38 des 40 entités ayant communiqué des données sur leurs achats aux fins de l'établissement du rapport statistique annuel ont fourni des informations sur les achats responsables, soit 10 de plus qu'en 2016 (28 sur 39). Les achats combinés de ces 38 entités représentaient 97,4 % du montant total des achats du système des Nations Unies en 2017 (voir figure 6).

53. Les entités participantes continuent d'attacher de l'importance à la systématisation des achats durables dans le cadre d'engagements pris au plus haut niveau. Vingt des 38 entités ont fait savoir qu'elles avaient adopté une politique d'achats responsables ou prévoyaient de le faire, et 17 ont déclaré qu'elles avaient adopté une stratégie d'achats responsables ou prévoyaient de le faire.

⁷ Définition adoptée en 2009 par le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion.

54. Qu'elles aient pris ou non des mesures au plus haut niveau, 33 entités ont fait observer en 2017 qu'elles avaient mis en place une initiative d'achats responsables, sous une forme ou une autre, et la majorité d'entre elles ont déclaré qu'elles établissaient leurs évaluations financières selon la méthode du coût total de possession. Nombre d'entités ont continué d'assortir leurs appels d'offres de critères de durabilité.

55. Parmi les motifs d'intégration de la question des achats responsables dans le cadre des procédures d'achat, les considérations d'ordre économique, prises en compte par 68,4 % des entités participantes, restent prédominantes, suivies de près par les préoccupations d'ordre environnemental puis, en troisième position, par les préoccupations d'ordre social.

56. Les entités participantes ont fait des progrès considérables dans le développement de leurs capacités internes. En 2017, 22 entités sur 38 ont déclaré qu'elles avaient formé ou prévoyaient de former aux questions de durabilité les personnes responsables de leurs achats, contre 13 entités sur 28 en 2016.

57. En ce qui concerne la coopération avec les fournisseurs, plus de la moitié des entités participantes ont indiqué qu'elles vérifiaient que ceux-ci se conformaient au Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies, proportion qui marque une légère amélioration par rapport à 2016. En revanche, le nombre d'entités ayant déclaré qu'elles collaboraient avec leurs fournisseurs pour renforcer la capacité de ceux-ci à fournir des produits plus durables a chuté par rapport à 2016.

58. Les données relatives aux achats ont été analysées pour déterminer la part des achats effectués auprès d'entreprises signataires du Pacte mondial des Nations Unies. Le Pacte mondial, initiative volontaire en faveur du développement durable des entreprises, engage les entreprises et les autres acteurs sociaux à aligner leurs stratégies et leurs opérations sur des principes universellement reconnus dans les domaines des droits de l'homme, de l'emploi, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. En 2017, les achats réalisés auprès d'entreprises signataires du Pacte mondial ont représenté 15,9 % du total des achats des entités des Nations Unies, confirmant la tendance baissière observée les années précédentes⁸. Toutefois, si ces achats n'ont cessé de diminuer dans la plupart des régions, ils ont considérablement augmenté en Amérique latine et dans les Caraïbes.

VIII. Achats en commun au sein du système des Nations Unies

59. La collecte de données sur les achats en commun fait suite à la résolution 71/243 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet, dans laquelle celle-ci demande aux entités du système des Nations Unies pour le développement d'améliorer la synergie et les efforts interinstitutions, les prie de réfléchir plus avant à toutes solutions d'achats communs à l'échelle nationale, régionale ou mondiale, et les prie également de tenir des comptes détaillés des avantages tirés des achats en commun et d'en rendre compte dans un rapport. L'édition 2016 du rapport statistique annuel était la première à présenter de telles données.

60. Les achats en commun englobent les activités suivantes⁹ :

⁸ Les chiffres ne tiennent pas compte des achats réalisés auprès de fournisseurs dont le nom est inconnu ou n'a pas été divulgué pour des raisons de sécurité (lesquels représentent 7,0% du total de la valeur des achats des entités des Nations Unies).

⁹ Telles que définies par le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion : voir <https://www.un.org/News/Press/docs/2016/201606/20160606.unprocurementguide.html>

- a) Le recours aux accords à long terme ou aux contrats déjà conclus par d'autres organismes des Nations Unies ;
- b) La conclusion et l'application d'accords à long terme conjoints selon la méthode de l'« organisme chef de file » ;
- c) Le recours aux services d'achat d'autres organismes des Nations Unies ;
- d) L'approvisionnement auprès d'autres organismes des Nations Unies ;
- e) D'autres formes de collaboration officielle avec les partenaires des Nations Unies via : i) un groupe des achats conjoint ; ii) la mise en commun de spécifications ou l'élaboration de spécifications communes.

61. En 2017, 22 des 40 entités des Nations Unies ayant contribué à l'élaboration du rapport statistique annuel ont communiqué des informations sur les achats en commun. En outre, aux fins de l'établissement de ce rapport, les achats effectués auprès d'autres organismes des Nations Unies ont été considérés comme des achats en commun. Compte tenu de ces transactions, presque toutes les entités (38 sur 40) ont effectué des achats en commun en 2017.

62. Les achats en commun effectués en 2017 ont représenté un montant total de 2,6 milliards de dollars, soit 14,2 % du volume total des achats des entités des Nations Unies. Ce chiffre comprend un montant de 608 millions de dollars correspondant aux achats de biens et de services auprès d'autres organismes des Nations Unies. Ces transactions représentent 3,3 % du volume total des achats des entités des Nations Unies en 2017.

63. Le montant des autres achats en commun (achats que les entités ont déclaré avoir effectués en commun, exception faite des transactions entre organismes des Nations Unies) s'est établi à 2,0 milliards de dollars. Étant donné que la plupart des entités font face à des contraintes techniques qui limitent leur capacité à communiquer des informations sur les achats en commun, ce chiffre est une estimation prudente.

Annexe

Autres abréviations et acronymes utilisés dans le tableau 3

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CCI	Centre du commerce international
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OIAC	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONU-UDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
ONUV	Office des Nations Unies à Vienne
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PAM	Programme alimentaire mondial
TPIY/MIFRTP	Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
UIT	Union internationale des télécommunications
UNAKRT	Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNU	Université des Nations Unies
UPU	Union postale universelle
VNU	Volontaires des Nations Unies
